

CH_VB 84.485 vom 5. Oktober 1984

Bundesverwaltung, 1984-10-05, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_84.485

FR: CH_VB 84.485 du 5 octobre 1984

IT: CH_VB 84.485 del 5 ottobre 1984

Erwägungen

E. 5

In Anbetracht der durch die Autobahnen und die guten Zugverbindungen gegebenen Voraussetzungen beschränken sich die Informationswünsche der Touristen nicht mehr nur auf lokale Belange. Aus diesem Grund sind lokale Organisationen, wie etwa beispielsweise Verkehrsvereine, nicht allein für die Erfüllung dieser Dienstleistung zu beauftragen.

E. 6

Es wäre denkbar, der Schweizerischen Verkehrszentrale die Aufgabe zu überweisen, an den grossen Eingangstoren zur Schweiz und an den Flughäfen die Information über die Schweiz wo nötig zu organisieren und zu koordinieren. Sie kann sich in der Durchführung an die regionalen oder lokalen Verkehrsbüros oder anderen einschlägigen Organisationen anlehnen und die entstehenden Kosten mit diesen aufteilen. Entstehende Mehrkosten des Bundes (Bau- und Personalkosten) könnten zum Beispiel mit dem nicht werkgebundenen Anteil am Treibstoffzollzuschlag finanziert werden. Die Information entlang der Nationalstrasse im Innern der Schweiz bliebe weiterhin Sache der Kantone und touristischen Regionen.

E. 7

Eine positive und konstruktive Informationspolitik an der Grenze wäre auch im Hinblick auf die durch die Einführung der Autobahnvignette entstandenen negativen Auswirkungen im Ausland wünschenswert. Diese Massnahme wäre deshalb vordringlich an die Hand zu nehmen. Schriftliche Erklärung des Bundesrates vom 22. August 1984 Déclaration écrite du Conseil fédéral du 22 août 1984 Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen. Überwiesen - Transmis #ST# 84.485 Postulat Jaggi Preisanschreibepflicht. Modalitäten Indication des prix. Modalité d'affichage Wortlaut des Postulates vom 22. Juni 1984 Der Bundesrat wird gebeten zu prüfen, ob die gesetzlichen Vorschriften über die Preisbekanntgabe angesichts der neuen Etikettierungs- und Einkassierungstechniken (Strichcode EAN) nicht geändert werden sollten, damit gewährleistet ist, dass der Detail- und der Grundpreis der dem Letztverbraucher zum Kauf angebotenen Waren, wenn nicht zwingende technische Gründe entgegenstehen, klar und deutlich auf dem Produkt selbst angegeben werden. Texte du postulat du 22 juin 1984 Le Conseil fédéral est invité à examiner si, au vu des nouvelles techniques d'étiquetage et d'encaissement (codes à barres EAN), il ne conviendrait pas de modifier les dispositions légales relatives à l'indication des prix, en vue de garantir l'affichage, en clair et sur le produit lui-même sauf exceptions pour des raisons techniques imperatives, du prix de détail et du prix unitaire des marchandises offertes au consommateur. Mitunterzeichner - Cosignataires: Ammann-Saint-Gall, Borei, Braunschweig, Bundi, Chopard, Christinat, Clivaz, Couchepin,

Deneys, Eggenberg-Thoune, Eggli-Winterthour, Euler, Fankhauser, Fehr, Friedli, Hubacher, Lanz, Leuenberger Ernst, Longet, Mauch, Meizoz, Neukomm, Ott, Reimann, Riesen-Fribourg, Robbiani, Ruch-Zuchwil, Ruffy, Schmid, Stamm Walter, Stappung, Uchtenhagen, Vannay, Weber Monika, Weber-Arbon (35) Schriftliche Begründung - Développement par écrit Dans la vente au détail aussi, l'avenir appartient à l'automatisation, y compris pour des opérations actuellement encore effectuées manuellement. La prochaine étape est assurément l'encaissement des achats effectués dans les magasins libre-service. Préalable à cette nouvelle application de l'ordinateur au point de vente, la généralisation de l'étiquetage normalisé et lisible par balayage électronique est en bonne voie: la quasi totalité des produits alimentaires non périssables et des articles de consommation courante sont désormais munis du «code à barres» EAN, pour lequel l'Association suisse code des articles (ASCA) a opté, à l'instar des organisations nationales correspondantes d'autres pays européens. Et des essais-pilote sont en cours, dans plusieurs supermarchés de Suisse. L'introduction de systèmes électroniques au point de vente comporte une série d'avantages évidents pour les fabricants et les grossistes, et surtout pour les détaillants, au prix d'investissements relativement élevés il est vrai: réduction du coût et du temps liés aux opérations d'encaissement, meilleure gestion des stocks (prévention des ruptures, réapprovisionnement automatique), suivi plus attentif des ventes... et des vols, possibilité d'évaluer au fur et à mesure les résultats des actions et autres opérations promotionnelles, etc. De tous ces avantages, générateurs d'économies, les consommateurs peuvent espérer profiter indirectement, au travers de gains de temps, de diminution de prix (ou, plus vraisemblablement, de moindres hausses!), et surtout d'indications en clair figurant sur les quittances de caisse. Mais les consommateurs, qui ne s'opposent pas fondamentalement aux systèmes à balayage laser, en redoutent certaines conséquences. Tout d'abord, l'analyse détaillée des ventes par article, rayon, etc. va entraîner une continuelle épuration des assortiments, et, dès lors, une réduction du choix offert. En outre, le perfectionnement des études de marché rendu possible par l'intervention accrue de l'ordina-

5. Oktober 1984 N 1425 Postulat Etiqueur sur le lieu de vente va permettre d'affiner et d'individualiser les résultats, ce qui peut signifier une intrusion fort discutable dans la sphère privée des clients, dont les comportements sont facilement mis à jour s'il y a combinaison avec un paiement par carte de crédit. Enfin, et surtout, les consommateurs craignent de voir disparaître l'indication des prix sur les produits et articles mis en vente. Certes, l'Ordonnance du 11 décembre 1978 sur l'indication des prix autorise, mais à titre exceptionnel, l'affichage sur l'étagère de vente plutôt que sur le produit. Certes, TASC A a promis de maintenir en clair l'indication des prix de vente et unitaire parallèlement à l'information codée. Mais l'expérience enseigne que les avantages pratiques pour les vendeurs finissent par être présentés comme des contraintes techniques, ou à tout le moins comme des progrès irréversibles. En ce sens, les consommateurs ont raison de redouter une disparition progressive de l'étiquette de prix apposée sur les emballages à côté du code à barres. Une telle disparition permettrait d'exploiter toutes les possibilités offertes par ce code, notamment pour des changements de prix qui pourraient être effectués plusieurs fois par jour par simples notifications à l'ordinateur. Pour éviter de telles difficultés, il faut, d'une part, s'en tenir au caractère tout à fait exceptionnel de l'affichage sur l'étagère ou à proximité immédiate de l'article non étiqueté et, d'autre part, interdire les modifications de prix à la hausse pendant les heures d'ouverture des magasins (sauf erreur manifeste), - et cela conformément à la Recommandation n° R (83) 9 du Comité des Ministres du Conseil

de l'Europe aux Etats membres, sur l'automatisation et l'utilisation des ordinateurs dans la distribution (Strasbourg 1983, lettre A ii). Le Conseil fédéral est donc invité à étudier si la prochaine généralisation du code EAN ne rend pas nécessaire une modification de la réglementation en matière d'indication des prix, ceci en vue de garantir dans la pratique une information claire et complète du consommateur sur cette donnée fondamentale que reste pour lui le prix des marchandises offertes à la vente au détail, spécialement en libre-service.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates vom 15. August 1984 Déclaration écrite du Conseil fédéral du 15 août 1984 Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

Überwiesen - Transmis #ST# 84.464 Postulat Oehen PTT. Entwicklungsimpulse PTT.

Développements technologiques Wortlaut des Postulates vom 20. Juni 1984 Der Bundesrat wird eingeladen, die generelle beschleunigte Einführung der Glasfaserverkabelung, des elektronischen Telefonbuches und der gestaffelten, nach Stadt- und Land-, Berg- und Talzonen unterteilten Telefentarife zu prüfen und allenfalls auch auf dem Weg über private Konzessionsnehmer zu begünstigen.

Texte du postulat du 20 juin 1984 Le Conseil fédéral est invité à étudier l'introduction généralisée accélérée de l'emploi de câbles à fibres de verre, d'appareils téléphoniques électroniques et de tarifs téléphoniques échelonnés, subdivisés en zones urbaines, rurales, de montagnes et de vallées. Le cas échéant, il est prié, afin de favoriser ces développements technologiques, de faire appel à des concessionnaires du secteur privé.

Mitunterzeichner-Cosignataires: Hegg, Meier-Zürich, Ruf-Bern, Soldini

(4) Schriftliche Begründung - Développement par écrit 1. Die Spitzenstellung der schweizerischen PTT ist auf verschiedenen Gebieten der Kommunikationstechnologien verloren gegangen. Mangelhafte Entscheidungsmechanismen und andere Bürokratiophänomene haben damit auch bei den PTT ihre gesamtwirtschaftlich bedenklichen Spuren hinterlassen. Private Initiative, in Verbindung mit politischer Rückendeckung und verbesserten Rahmenbedingungen, dürften für eine Trendwende erforderlich sein und weitere kundenunfreundliche gelbe Elefanten, wie sie die neuen Postkolosse bei den Bahnhöfen von Basel und Genf darstellen, ebenso wie Postbäckereien und ähnliche Aberrationen vermeiden helfen.

2. Die angesprochenen neuen Generationen der Kommunikationstechnologien (hochleistungsfähige Glasfaserleitungen anstelle der bestehenden Telefonkabel, Videotex, elektronischer Marktplatz, Satellitenfernsehen usw.) beinhalten auch für unsere Wirtschaft und für unsere Gesellschaft Möglichkeiten und Herausforderungen, für welche das auch in den PTT vorherrschende Verwaltungsdenken und -handeln einen denkbar schlechten Nährboden darstellen. Das dort gepflegte, auf das Messbare beschränkte Kostendenken scheint zum Beispiel der organischen Einführung unserer Bevölkerung in das Informatikzeitalter mittels elektronischem Telefonbuch direkt im Wege zu stehen. Das Beispiel Frankreichs zeigt uns demgegenüber, wie man diesbezügliche Rückstände nicht nur innert relativ kurzer Zeit abbauen, sondern darüber hinaus einen gesellschaftlich und gesamtwirtschaftlich massgebenden Vorsprung realisieren kann.

3. Die wirtschaftliche Unterentwicklung weiter Teile unseres Landes ruft nach neuen Wegen und Methoden der Entwicklungsförderung. Der voraussichtlich auch in Zukunft wachsende Dienstleistungssektor, die sich abzeichnenden Arbeitsgewohnheiten und der dabei zunehmende Ersatz des Transportes der Erwerbstätigen durch Datenübertragung erlaubt eine entwicklungspolitisch bedeutsame Steuerung zugunsten der unterentwickelten Landesteile mittels gestaffelter Tarife für die Datenübertragung. Telefon- und ähnliche Taxen wären dabei in den Agglomerationen und den Fremdenverkehrszentren am höchsten, in Landgebieten mittelmässig und in Bergzonen am tiefsten.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates vom 29. August 1984 Déclaration écrite du

Conseil fédéral du 29 août 1984 Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen, ohne alle zur Begründung vorgebrachten Überlegungen zu teilen. Überwiesen - Transmis #ST# 84.421 Postulat Etique Eisenbahnverkehr Nord-Süd Trafic ferroviaire nord-sud Wortlaut des Postulates vom 3. Mai 1984 Damit die zusätzlichen Kapazitäten, die mit dem Ausbau der Linie Bern-Lötschberg-Simplon (BLS) auf Doppelspur entstehen, voll genutzt werden können, bitten wir den Bundesrat, seine Abklärungen über die sich bietenden Möglichkeiten oder gar über den Ausbau aller BLS-Zubringerlinien weiterzuführen. Die Abklärungen sollen sich nicht nur auf die Linie Basel-Öl-

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Postulat Jaggi Preisanschreibepflicht. Modalitäten Postulat Jaggi Indication des prix. Modalité d'affichage In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1984 Année Anno Band IV Volume Volume Session Herbstsession Session Session d'automne Sessione Sessione autunnale Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 15 Séance Seduta Geschäftsnummer 84.485 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 05.10.1984 - 08:00 Date Data Seite 1424-1425 Page Pagina Ref. No 20 012 766 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.